

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 VALENCE

Valence, le 28/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

Société JARS CERAMISTES

1230 route du Creux de la Thine
26140 Anneyron

Référence : 20230321-RAP-DAEN032
Code AIOT : 0010300305

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/03/2023 dans l'établissement JARS CERAMISTES implanté 1230 route du Creux de la Thine 26140 Anneyron. L'inspection a été annoncée le 17/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- JARS CERAMISTES
- 1230 route du Creux de la Thine 26140 Anneyron
- Code AIOT : 0010300305
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société JARS CERAMISTES a été autorisée par l'arrêté préfectoral n° 09-2606 du 16/06/2009 à exploiter une activité de préparation et d'application d'émail dans le cadre de son atelier de fabrication d'articles en faïence et grès fin sur la commune d'Anneyron.

100 % des articles sont dorénavant en grès (plus de faïence).

Le site existe depuis 1981.

Le groupe Emile Henry a racheté la société en 2016 dans une filiale indépendante.

Les produits Jars sont vendus 50 % en France et 50 % à l'export pour les clients suivants : 40 % de chefs (dont 50 % des chefs triple étoilés) et le reste en concept store, boutique haut de gamme...

Après des années très difficiles, le site est en croissance depuis 3 ans.

L'activité est la suivante :

- préparation pâte,
- préparation émail,
- calibrage (avec une nouvelle machine en lieu et place de l'ancienne),
- coulage.

Les matières premières utilisées sont de l'argile, du sable, du plâtre (pour les moules), du verre broyé et des oxydes métalliques (sous forme de poudre broyée) pour les couleurs.

90 personnes travaillent sur le site du lundi au vendredi en journée (7h-17h et midi le vendredi).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative,
- rejets atmosphériques,
- rejets aqueux,
- foudre,
- moyens de lutte contre l'incendie,
- rétentions et confinement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Pour des faits engageant peu la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, une lettre de suites sera transmise avec une demande de mise en œuvre d'action corrective dans un délai donné. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à madame la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Délais
3	Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 3.2.4	/	Lettre de suite	3 mois
5	Déclaration annuelle GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-II	/	Lettre de suite	1 mois
6	Ouvrages épuratoires	Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 7.5.5	/	Lettre de suite	6 mois
8	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 7.6.5.1	/	Lettre de suite	6 mois
9	Rétentions – stockages liquides	Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 7.5.3.1.1	/	Lettre de suite	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 1.2.1	1 mois
7	Ressources en eau et dispositifs d'extinction	Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 7.6.3	1 mois
10	Entretien fours de cuisson	Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 7.4.1.1.5	1 mois
15	Propreté	Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 2.3.1	1 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Air – Conduites et installations raccordés	Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 3.2.2	Sans objet
4	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 4.3.4	Sans objet
11	Analyse du Risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	Sans objet
12	Etude Technique Foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	Sans objet
13	Installation dispositifs protection foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site n'avait pas été inspecté depuis 10 ans.

Après de nombreuses années difficiles, la société va mieux et de nombreuses actions sont donc à engager :

- analyse des rejets atmosphériques,
- gestion des déchets,
- mise en place du bassin de confinement,
- rétention de certains produits dangereux,
- vérification de l'installation des dispositifs de protection contre la foudre...

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques ICPE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées : <ul style="list-style-type: none">- 2515-1 : A – 214 kW- 2570-1-a : A – fabrication d'émail – 700 kg/j- 2570-2 : D – application d'émail – 400 kg/j- 2910-A : NC – Inférieur à 2 MW- 2523 : NC – fabrication de produits céramiques (machines d'injection, bancs de coulée, 5 fours de cuisson) – inférieur à 20 t/j
Constats : Un point sur les différentes rubriques ICPE a été réalisé avec l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">– rubrique 2515 : cette rubrique a évolué réglementairement et le régime de l'autorisation a été remplacé par le régime de l'enregistrement, l'exploitant ne s'est pas positionné sur cette évolution,– rubrique 2570-1 : l'exploitant précise qu'il fabrique environ 12 000 produits par semaine et qu'il serait plus à 400 kg/j qu'à 700 kg/j. Il est à noter que si un déclassement (passage d'autorisation à déclaration) était réalisé sur la rubrique 2570, toute augmentation ultérieure de production entraînerait la réalisation d'un nouveau dossier de demande d'autorisation environnementale. Certaines prescriptions non applicables à ce jour par antériorité pourraient le devenir.– rubrique 2570-2 : pas de changement. Il est à noter que l'exploitant avait bien précisé dans son dossier qu'il appliquait 400 kg/j d'émail mais qu'il fabriquait 700 kg/j d'émail.– rubrique 2910-A : le nouveau seuil de déclaration est 1 MW et non 2 MW : l'exploitant doit se positionner sur ce point.– rubrique 2523 : la fabrication des produits céramiques se fait à l'aide de machines d'injection, bancs de coulée et 4 fours de cuisson (un four supprimé) - non classé. Certaines fiches de données de sécurité de produits ont été regardées par échantillonnage : <ul style="list-style-type: none">– Colorant G5652 : fiche du 25/05/2017 – Fournisseur COLORES CERAMICOS de TORTOSA – mentions de dangers H332 - H341 - H350 - H361 - H373 et H410 ==> classement possible en 4510,– Sélénite de Zinc UN 2630 : fiche du 07/09/2015 – fournisseur ALTICHEM – mentions de dangers : H301 - H331 - H373 - H410 ==> classement possible en 4130. Demande 1 : L'exploitant met à jour son tableau de rubriques ICPE suite aux différentes évolutions réglementaires et en se positionnant sur les possibles rubriques 4000 et suivantes. Délai : 1 mois
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Air – Conduites et installations raccordés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 3.2.2																																					
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques																																					
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet																																					
Prescription contrôlée :																																					
<table><tr><th>Numéro de conduit</th><th>Installations raccordées</th></tr><tr><td>1</td><td>Cabine émaillage automatique</td></tr><tr><td>2</td><td>Cabine manuelle 0</td></tr><tr><td>3</td><td>Cabine manuelle 1</td></tr><tr><td>4</td><td>Cabine manuelle 2</td></tr><tr><td>5</td><td>Cabine manuelle 3</td></tr><tr><td>6</td><td>Cabine manuelle 4</td></tr><tr><td>7</td><td>Cabine manuelle 5 et 6</td></tr><tr><td>8</td><td>Cabine manuelle 7 et 8</td></tr><tr><td>9</td><td>Cabine automatique n° 10</td></tr><tr><td>10</td><td>Cabine automatique n° 11A</td></tr><tr><td>11</td><td>Cabine automatique n° 11B</td></tr><tr><td>12</td><td>Cabine automatique n° 12</td></tr><tr><td>13</td><td>Four de cuisson 22 m³</td></tr><tr><td>14</td><td>Four de cuisson 6 m³</td></tr><tr><td>15</td><td>Four de cuisson 9 m³ n° 1</td></tr><tr><td>16</td><td>Four de cuisson 9 m³ n° 2</td></tr><tr><td>17</td><td>Four de cuisson 9 m³ n° 3</td></tr></table>		Numéro de conduit	Installations raccordées	1	Cabine émaillage automatique	2	Cabine manuelle 0	3	Cabine manuelle 1	4	Cabine manuelle 2	5	Cabine manuelle 3	6	Cabine manuelle 4	7	Cabine manuelle 5 et 6	8	Cabine manuelle 7 et 8	9	Cabine automatique n° 10	10	Cabine automatique n° 11A	11	Cabine automatique n° 11B	12	Cabine automatique n° 12	13	Four de cuisson 22 m ³	14	Four de cuisson 6 m ³	15	Four de cuisson 9 m ³ n° 1	16	Four de cuisson 9 m ³ n° 2	17	Four de cuisson 9 m ³ n° 3
Numéro de conduit	Installations raccordées																																				
1	Cabine émaillage automatique																																				
2	Cabine manuelle 0																																				
3	Cabine manuelle 1																																				
4	Cabine manuelle 2																																				
5	Cabine manuelle 3																																				
6	Cabine manuelle 4																																				
7	Cabine manuelle 5 et 6																																				
8	Cabine manuelle 7 et 8																																				
9	Cabine automatique n° 10																																				
10	Cabine automatique n° 11A																																				
11	Cabine automatique n° 11B																																				
12	Cabine automatique n° 12																																				
13	Four de cuisson 22 m ³																																				
14	Four de cuisson 6 m ³																																				
15	Four de cuisson 9 m ³ n° 1																																				
16	Four de cuisson 9 m ³ n° 2																																				
17	Four de cuisson 9 m ³ n° 3																																				
Constats : 17 conduits et installations raccordées sont présents dans l'arrêté préfectoral. Le conduit 14 n'existe plus car le four de cuisson de 6 m ³ a été arrêté. Il reste donc 16 conduits et l'exploitant a engagé une démarche de réflexion pour diminuer le nombre de points de rejets sur son site.																																					
Type de suites proposées : Sans suite																																					
Proposition de suites : Sans objet																																					

N° 3 : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter, avant toute dilution, les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Paramètres et valeurs limites à respecter pour les conduits n°s 1 à 12 (cabine d'émaillage) et pour les éventuels autres points de rejets reliés à des unités traitant de l'email. Paramètres Concentration maxi en mg/Nm ³ Poussières : 40 Métaux : 5 Cadmium : 0,05 Paramètres et valeurs limites à respecter pour les conduits n°s 13 à 17 (gaz de combustion des fours de cuisson fonctionnant au gaz) ; teneur en O ₂ ramenée à 3 %. Paramètres Concentration maxi en mg/Nm ³ NOx : 400 SO ₂ : 35
Constats : L'analyse annuelle sur au moins 2 conduits par an (conduits n° 1 à 12) n'est pas réalisée. L'analyse tous les 3 ans pour les conduits 13 à 17 n'est pas réalisée non plus. L'exploitant s'est engagé à réaliser les analyses en 2023. Non-conformité 1 : L'exploitant ne réalise pas tous les ans une analyse des rejets atmosphériques sur au moins deux conduits (conduits n° 1 à 12) et une analyse tous les trois ans sur les conduits 13 à 17. Délai : L'exploitant transmet les rapports d'analyse des rejets atmosphériques à l'inspection sous 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 4.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : A partir du 1 ^{er} septembre 2010, l'établissement ne sera à l'origine d'aucun rejet d'eaux industrielles et procédera au recyclage complet des eaux de process.
Constats : L'établissement ne rejette plus aucun effluent industriel. Pour la partie émail : Les eaux industrielles sont traitées via un système de coagulation / floculation / décantation. Les boues sont récupérées par la société Négométal et les eaux retournent dans une cuve tampon de 20 m ³ avant réinjection dans les eaux de lavage (circuit fermé). Pour la partie pâte : C'est le même fonctionnement hormis que les eaux ne sont pas réutilisées. Une décantation est réalisée dans une cuve de 20 m ³ . 49 tonnes de boues ont été évacuées en 2022 par la société NEGOMETAL (code déchet 17 05 04) vers la carrière NEGOMETAL de Beauregard-Baret. Le point déchets est détaillé dans le constat suivant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Déclaration annuelle GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-II
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : -les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an.
Constats : L'exploitant semble produire plus de 2 tonnes par an de déchets dangereux, mais il n'a jamais réalisé sa déclaration GEREP. Un point a été fait sur la gestion des boues issues du traitement des effluents industriels. 49 tonnes de boues ont été générées en 2022. La société NEGOMETAL est le prestataire qui assure la gestion des déchets de l'établissement. Le bordereau de suivi de déchets des boues citées ci-avant comporte le code déchets « 17 05 04 ». Ce code est erroné, en effet, la partie 17 représente les déchets de construction et de démolition et le code 17 05 04 est : « terres et cailloux autres que ceux visés à la rubrique 17 05 03 ». Des boues de station de traitement ne sont pas des terres et cailloux. De plus, selon le bordereau, le déchet semble être envoyé sur la « carrière » (installation de stockage de déchets inertes) NEGOMETAL à Beauregard-Baret (26300). Depuis la mise en demeure du 6 janvier 2021, la société Négométal a cessé l'exploitation de son site à Beauregard-Baret et a même remis un mémoire de réhabilitation le 10 juin 2022. Aucun déchet n'aurait dû être reçu, sur ce site, durant les années 2021, 2022 et 2023. En parallèle, l'exploitant a fourni l'analyse de ses boues réalisée par CARSO le 8 février 2023. L'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 fixe les conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées. Le déchet ne peut pas être considéré comme inerte : - Indices hydrocarbures C10-C40 : 3 203 mg/kg MS pour un seuil de 500, - Antimoine : 0,08 mg/kg MS pour un seuil de 0,06, - Cadmium : 0,43 mg/kg MS pour un seuil de 0,04, - Sélénium : 0,24 mg/kg MS pour un seuil de 0,1, - Zinc : 11,76 mg/kg MS pour un seuil de 4. La somme des BTEX n'est pas calculée et les paramètres Chlorure et Sulfate ne sont pas analysés. Non-conformité 2 : L'exploitant ne déclare chaque année au ministre chargé des installations classées les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an (GEREP). Délai : 31 mars année n pour l'année n-1 Non-conformité 3 : L'exploitant ne s'assure pas que ses déchets sont éliminés dans des installations régulièrement autorisées à cet effet. Il est rappelé à l'exploitant que le producteur d'un déchet est responsable de son déchet jusqu'à son élimination finale. Délai : 1 mois
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Ouvrages épuratoires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 7.5.5
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de traitement et de revalorisation des eaux de process et de lavage des bâtiments « A » et « B » seront installées sur une surface étanche dirigeant tout écoulement vers un point bas muni d'un déclencheur d'alarme.
Constats : Le bâtiment A concerne la partie émail et le bâtiment B la partie pâte. Les surfaces sont bien étanches avec les écoulements dirigés vers un point bas mais aucun déclencheur d'alarme n'est présent. Non-conformité 4 : Les installations de traitement et de revalorisation des eaux de process et de lavage des bâtiments « A » et « B » sont installées sur une surface étanche dirigeant tout écoulement vers un point bas qui n'est pas muni d'un déclencheur d'alarme. Délai : 6 mois
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Ressources en eau et dispositifs d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement devra disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au moins : <ul style="list-style-type: none">- extincteurs à eau pulvérisée de type 21A à raison d'un appareil pour 250 m² pour les ateliers, magasins, entrepôts, etc.- extincteurs à poudre (ou équivalent) de type 55B près des installations de stockage et d'utilisation de liquides et gaz inflammables.- extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques.- de RIA répartis dans les locaux de production et de stockage. Un minimum de deux extincteurs devront être installés par étage et/ou par atelier, magasin ou entrepôt. Les extincteurs seront placés en des endroits signalés et parfaitement accessibles, et de préférence, à proximité des issues et des postes de travail. Deux poteaux incendie seront installés à moins de 200 mètres de l'entrée de l'établissement. La réserve d'eau de recyclage de 100 m ³ sera équipée pour permettre le branchement des engins de pompage des sapeurs pompiers. L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.
Constats : La société EUROFEU est intervenue le 29 novembre 2022 pour le contrôle des extincteurs, des trappes... Le certificat Q4 précise que l'installation est conforme. La partie « poteaux incendie » n'a pas été inspectée lors de ce contrôle. Le personnel est formé tous les deux ans, par rotation, à la lutte contre les risques et au maniement des moyens d'intervention. Les équipiers de première intervention sont formés chaque année. Il a été constaté sur site la présence d'une bache souple de 200 m ³ (pour 100 m ³ demandés) pour la réserve d'eau de recyclage. En revanche, cette réserve n'a jamais été réceptionnée par les pompiers et elle semble difficilement accessible. Demande 2 : L'exploitant se rapproche des pompiers pour qu'ils réceptionnent la réserve d'eau de recyclage (100 m³ minimum) présente sur le site. Délai : 1 mois
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 7.6.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. Elles ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié. A cet effet le réseau de récupération des eaux située dans l'établissement devra diriger tout écoulement vers les cuves de récupération et de recyclage des effluents. Si des grilles de récupération des eaux de pluie sont situées à proximité des issues, alors des tampons d'obturation devront être disposés à proximité. Le volume retenu devra être au moins de 120 m ³ (cuve tampon + cuve de recyclage).
Constats : Une simple cuve de 20 m ³ est présente au niveau de l'émaillage pour récolter les eaux susceptibles d'être polluées en cas d'incendie. Non-conformité 5 : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, ne sont pas collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. Le volume retenu devra être au moins de 120 m ³ (cuve tampon + cuve de recyclage). Délai : 6 mois Remarque : L'exploitant peut profiter de cette demande pour mettre à jour ses calculs selon les référentiels D9 et D9a.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Rétentions – stockages liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 7.5.3.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité des réservoirs associés <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention sera au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la capacité totale si celle-ci est inférieure à 250 litres ; - dans le cas de liquide inflammable, 50 % de la capacité totale des récipients, avec un minimum de 250 litres ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients, avec un minimum de 250 litres. <p>Dans le cas de cuves de grand volume associées à une capacité de rétention, l'exigence de 50 % du volume des cuves associées pourra être techniquement difficile à réaliser. Sur la base de l'étude de danger qui le justifiera, il pourra être limité à 100 m³ ou au volume de la plus grande cuve si celui-ci excède 100 m³.</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.</p> <p>Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. L'étanchéité des réservoirs est contrôlable.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur site, l'ibc de 1 370 kg de coagulant COS 90 HP était bien stocké sur rétention. L'étiquette mentionnait les mentions de dangers H290 et H314.</p> <p>L'exploitant possédait bien la fiche de données de sécurité du produit en date du 2 novembre 2015 - fournisseur NEOCHIMIE : mentions de dangers : H290 et H318.</p> <p>Remarque : Les mentions de dangers ne sont pas totalement cohérentes entre la fiche (H318) et l'étiquette (H314).</p> <p>La section 13 précise bien que seuls les matériaux d'emballage nettoyés à fond peuvent être recyclés. Le reliquat de produit doit être dilué avec de l'eau puis neutralisé avec de la chaux ou du carbonate de calcium.</p> <p>La cuve à fioul, simple enveloppe, de 1000 litres est stockée à même le sol sans aucune rétention.</p> <p>Non-conformité 6 : La cuve à fioul de 1000 litres ne possède pas de rétention.</p> <p>Délai : 1 mois</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Entretien fours de cuisson

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 7.4.11.5
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit veiller au bon entretien des dispositifs de réglage, de contrôle, de signalisation et de sécurité. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit.
Constats : La société RTS intervient régulièrement pour l'entretien des quatre fours de cuisson. Le réglage de combustion des brûleurs permet d'avoir une température optimale. La cuisson dure entre 5 h et 12 h selon les pièces. Le dernier rapport du contrôle préventif des fours date du 8 novembre 2021 : - four gaz CODAMY n°1 de 9 m ³ , - four gaz COUDAMY n°2 de 9 m ³ , - four gaz DUM de 22 m ³ . Le troisième four COUDAMY de 9 m ³ fonctionne moins souvent et son contrôle est prévu en 2023. Demande 3 : L'exploitant veille au bon entretien des dispositifs de réglage, de contrôle, de signalisation et de sécurité de ses 4 fours de cuisson. Il justifie que le contrôle du 4 ^e four non réalisé en 2021 est bien réalisé rapidement. L'exploitant justifie la fréquence optimale de contrôle et d'entretien de ses fours de cuisson. . Délai : 1 mois
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Analyse du Risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences. Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF. Conformément aux dispositions de l'article 37, cette analyse prend également en compte, le cas échéant, l'unité de production photovoltaïque.
Constats : L'analyse du risque foudre a été réalisée par la société PROTEL le 19 septembre 2014. La structure est protégée sous réserve : <ul style="list-style-type: none">- du circuit de terre,- de structures métalliques,- de parafoudre de type I.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Etude Technique Foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection. Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique. Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.
Constats : L'étude foudre a été réalisée par la société PROTEL le 19 septembre 2014 et elle confirme les résultats de l'analyse du risque foudre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Installation dispositifs protection foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations à autorisation au titre d'une rubrique des séries 1000, 2000 ou 4000 autorisées à partir du 24 août 2008 et des installations à autorisation au titre d'une rubrique de la série des 3000 dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1er septembre 2022, et non soumises à ces dispositions par ailleurs à la date du 31 août 2022, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.
Constats : Le DOE de la société PROTEL date du 23 octobre 2015. Les travaux suivants ont été réalisés : <ul style="list-style-type: none">- 4 terres additionnelles,- liaisons équipotentielle charpente avec conduites métalliques,- parafoudre TGBT avec compteur sur ligne de tension.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2009, article 2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Nettoyage Réseau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.
Constats : Le site est globalement bien tenu hormis les différents réseaux d'eau pluviales, extérieurs et puits qui ne sont pas nettoyés régulièrement. Demande 4 : L'exploitant s'assure que les réseaux d'eaux pluviales et les puits, présents à l'extérieur du site, sont régulièrement nettoyés. Délai : 1 mois
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet